



Assemblée générale

Soixante et onzième session

94^e séance plénière

Vendredi 28 juillet 2017, à 15 heures
New York

Documents officiels

Président : M. Thomson (Fidji)

*En l'absence du Président, M^{me} Young (Belize),
Vice-Présidente, assume la présidence.*

La séance est ouverte à 15 h 5.

Point 118 de l'ordre du jour (suite)

La Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies

Rapport du Secrétaire général (A/71/858)

La Présidente par intérim (parle en anglais) :
Nous allons reprendre la liste des orateurs de la séance de ce matin.

Je donne maintenant la parole au représentant du Kenya.

M. Andambi (Kenya) (parle en anglais) : Je vous remercie, Madame la Présidente, d'avoir organisé cet important débat à l'heure où l'ONU s'apprête à remodeler son dispositif antiterroriste, suite à l'initiative prise par le Secrétaire général de créer le Bureau de lutte contre le terrorisme.

Le Kenya saisit cette occasion pour féliciter M. Vladimir Voronkov, de la Fédération de Russie, de sa nomination en tant que Secrétaire général adjoint chargé du Bureau de lutte contre le terrorisme. Nous espérons que, sous sa direction, ce bureau poursuivra plus avant la pratique de relations ouvertes et transparentes avec les États Membres qui avait été entamée par son prédécesseur, l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme.

Nous remercions également le Secrétaire général de ses initiatives visant à renforcer la capacité du système des Nations Unies à appuyer les États Membres dans la mise en œuvre de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies. Nous nous félicitons de ses rapports sur ces efforts.

L'adoption par consensus de la résolution 70/291, le 19 juillet 2016, a symbolisé l'engagement de l'Assemblée et la ferme volonté de la communauté internationale d'agir de façon unie pour lutter contre le phénomène du terrorisme, un phénomène qui évolue à grande vitesse. Les États Membres se sont employés à actualiser la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies afin d'assurer une mise en œuvre équilibrée de ses quatre piliers.

La résolution priait également le Secrétaire générale de présenter des propositions sur les moyens d'améliorer la coordination et la cohérence du dispositif de lutte antiterroriste de l'ONU. Le Bureau de lutte contre le terrorisme a donc été créé pour assurer une coordination dédiée et ciblée entre 38 entités des Nations Unies, qui sont directement ou indirectement impliquées dans la lutte contre le terrorisme par le biais de leurs divers mandats. Nous espérons qu'alors même où ses structures naissantes évoluent, le Bureau de lutte contre le terrorisme veillera à assurer une représentation géographique équitable dans ses rangs, tirant parti notamment de l'expérience et du savoir-faire des pays qui se trouvent en première ligne de la lutte contre le terrorisme, y compris en Afrique.

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>).

17-23804(F)



Document adapté

Merci de recycler



Le Kenya estime que la guerre contre le terrorisme sera gagnée au niveau sous-régional, grâce à la mise en place par des États voisins de mesures uniformes de lutte contre l'extrémisme violent qui conduit au terrorisme. L'échange d'informations sur le terrorisme entre voisins crée également des incitations et des synergies au niveau sous-régional pour combattre tous les aspects du terrorisme.

Le Bureau de lutte contre le terrorisme jouera un rôle essentiel pour mobiliser les États Membres et les amener à adopter des stratégies communes et efficaces de lutte contre le terrorisme, sur la base des meilleures pratiques. Ces stratégies ne peuvent être couronnées de succès que si les États Membres ont les moyens nécessaires pour prévenir et combattre l'incitation à l'extrémisme violent, renforcer leurs cadres juridiques et les systèmes de justice pénale, améliorer la sécurité et la gestion des frontières, et gérer et réintégrer les rapatriés.

Il est indiqué dans le rapport du Secrétaire général que nous ne parviendrons à éliminer le terrorisme que si nous adoptons une démarche mobilisant l'ensemble de la société et une démarche intégrée des Nations Unies pour remédier, entre autres, aux circonstances socioéconomiques qui alimentent l'idéologie et les discours extrémistes violents et si les États Membres adoptent les diverses recommandations formulées dans les rapports successifs de l'ONU et élaborent des plans d'action nationaux pour lutter contre l'extrémisme violent. Le Kenya a lancé sa stratégie nationale de lutte contre l'extrémisme violent en septembre 2016 après avoir modifié plusieurs lois pour les mettre en conformité avec la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies. La stratégie du Kenya pour lutter contre les discours et les idéologies de l'extrémisme violent est fondée sur la nécessité d'inspirer, de rallier et de faciliter un rejet total et mondial des idéologies extrémistes hostiles au statut d'État et au mode de vie du Kenya.

Je vais partager certains enseignements retenus de nos expériences à ce jour.

Premièrement, il importe de prévenir les conflits et de régler promptement ceux qui sont en cours. Aucun discours ne parviendra à contrer une idéologie si des hostilités demeurent ouvertes entre les communautés. La prévention et le règlement des conflits par des moyens pacifiques, notamment le dialogue et la médiation, doivent en toutes circonstances être les options privilégiées. Aux niveaux régional et international, la primauté de la politique aux fins de

la pérennisation de la paix doit toujours s'affirmer. Un exemple pertinent est l'évolution positive du processus politique en Somalie conjuguée aux victoires obtenues par la Mission de l'Union africaine en Somalie contre les Chabab, affaiblissant ainsi cette organisation terroriste.

Deuxièmement, il faut améliorer la coordination aux niveaux national, régional et international par un échange régulier des informations et des pratiques optimales. La lutte contre les discours extrémistes doit être prise en mains par les acteurs nationaux et dirigée par les gouvernements, qui sont dans chaque pays la principale autorité légitime de mobilisation des ressources, et en tant que point focal, les gouvernements doivent coordonner leur action avec les divers acteurs publics et privés et les autres gouvernements régionaux pour développer un plan de communication stratégique en vue de diffuser la contre-propagande à l'échelle régionale. La coordination des partenariats publics et privés, en particulier avec la société civile, est essentielle à la réussite de la contre-propagande.

Troisièmement, il est essentiel d'investir dans la déradicalisation, la réadaptation et la réintégration pour gagner la guerre des idées contre les groupes extrémistes violents. Toutes les grandes religions reconnaissent l'importance capitale du concept de pardon pour permettre à une société de soigner ses blessures. Le pardon et la réadaptation des extrémistes violents sont peut-être le contre-discours le plus puissant et viable, en particulier en ce qui concerne les jeunes qui se radicalisent sous la pression de leurs pairs et par esprit d'aventure. La solidité future de toute société est fondée sur les valeurs et l'espoir inculqués à sa jeunesse. Il est crucial d'encourager tous les chefs religieux à adopter et à diffuser le concept de lutte contre les discours extrémistes au sein de leurs communautés locales, tout comme il est crucial d'aider et d'encourager les familles et les sociétés à accueillir les extrémistes réformés.

Quatrièmement, les gouvernements doivent élaborer des politiques sans exclusive pour lutter contre les divers facteurs socioéconomiques et politiques qui alimentent les discours extrémistes violents. Une communication adaptée menée en temps voulu concernant la formulation et la mise en œuvre de telles politiques est cruciale en vue de promouvoir l'appropriation et l'appui nationaux et d'encourager les acteurs concernés à signaler les lacunes constatées à tous les stades de l'exécution.

Cinquièmement, tous les efforts, qu'ils soient locaux, régionaux ou internationaux, doivent être dotés

des ressources nécessaires à tous les stades. Le mandat et les capacités dont est dotée toute entité qui fait partie de la chaîne de valeur doivent être accompagnés de suffisamment de ressources financières et autres. La mise en place de programmes pédagogiques et de systèmes d'alerte rapide, en particulier en ligne et en ce qui concerne la réhabilitation, exige d'investir des ressources et des efforts considérables. Cependant, comme l'ont montré la brutalité et la barbarie totale de Daech, de Boko Haram, des Chabab et des groupes affiliés à Al-Qaida, c'est un investissement nécessaire et utile en vue de défendre les valeurs auxquelles nous croyons tous.

Pour conclure, je réitère l'attachement du Kenya à la mise en œuvre de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies et sa reconnaissance de l'importance que revêtent une coordination efficace et le partage d'informations pour réaliser cet objectif. Nous comptons continuer à collaborer avec le Bureau de lutte contre le terrorisme par l'intermédiaire de l'Assemblée générale.

M. Al Habib (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord, par votre intermédiaire, Monsieur le Président, à adresser nos sincères félicitations à M. Vladimir Voronkov pour sa nomination à la tête du nouveau Bureau de lutte contre le terrorisme. Nous espérons que durant son mandat, le dispositif antiterroriste de l'ONU deviendra plus performant, d'une part, en renforçant la coordination des activités de lutte contre le terrorisme à l'échelle du système des Nations Unies, et, d'autre part, en promouvant la capacité de l'ONU à lutter plus efficacement contre les causes profondes du terrorisme et de l'extrémisme violent. Selon nous, la réforme est un processus constant et continu, et nous comptons sur M. Voronkov pour insuffler davantage de professionnalisme, d'efficacité, d'impartialité, de transparence et de prévisibilité aux activités du Bureau de lutte contre le terrorisme.

Le terrorisme est un phénomène multidimensionnel qui ne peut être vaincu que si un plan détaillé est élaboré et mis en œuvre de manière coordonnée par les acteurs compétents. La Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies est un exemple de plateforme commune de coopération, et nous estimons qu'elle continue de jouer un rôle central dans la lutte contre le fléau du terrorisme, d'où l'importance d'appuyer sa mise en œuvre intégrée et équilibrée.

Durant la planification de toute stratégie de lutte contre le terrorisme, il est essentiel de couvrir de manière équilibrée tous les facteurs de l'extrémisme

violent qui favorisent le terrorisme aux niveaux interne et international. Dans le même temps, pour garantir l'efficacité de la lutte contre le terrorisme, il est crucial de lutter contre les idéologies destructrices qui manipulent et exploitent l'esprit des personnes, en particulier les jeunes, pour les inciter à commettre des actes de terrorisme. Dans le monde dans lequel nous vivons aujourd'hui, la victoire contre l'extrémisme violent est inenvisageable si l'on ne lutte pas contre l'idéologie takfiriste. C'est la sombre idéologie qu'utilisent les terroristes, d'Al-Qaida à l'État islamique d'Iraq et du Cham, pour construire des raisonnements déformés basés sur une interprétation et une représentation erronées de l'islam afin de justifier la violence. Cette idéologie ne peut être éliminée par des moyens exclusivement militaires, politiques ou économiques. Toute stratégie efficace doit avoir comme élément central une composante culturelle et idéologique.

Nous devons également reconnaître que la sélectivité ou la pratique du deux poids, deux mesures et le fait de créer une distinction entre le bon et le mauvais terrorisme sur la base d'intérêts politiques à court terme ne doivent pas servir à excuser le terrorisme. Ce type d'approches erronées ne font que miner la confiance internationale et la coopération dans la lutte contre le terrorisme. La République islamique d'Iran est la cible du terrorisme sous diverses formes et manifestations, notamment le terrorisme d'État. Au cours de la décennie écoulée, environ 17 000 Iraniens ont été tués dans des attaques terroristes, dont la majorité ont été commises par l'organisation Mojahedin-e-Khalq. Il est regrettable que, privilégiant leurs objectifs politiques à courte vue, certains États aient non seulement radié de la liste des sanctions et abrité des membres d'une organisation terroriste aussi notoire et dangereuse, mais leur aient aussi offert un appui.

La lutte légitime des peuples sous occupation étrangère pour leur autodétermination et leur libération nationale ne peut être assimilée au terrorisme. Nous condamnons fermement tout emploi de la force pour réprimer les peuples dans leur lutte contre l'occupation étrangère et pour l'exercice de leur droit à l'autodétermination. Les brutalités dont sont victimes les personnes qui continuent de vivre sous occupation étrangère en Palestine, commises par le régime israélien, sont la pire forme de terrorisme et doivent être condamnées par la communauté internationale.

Je voudrais terminer en réaffirmant que la République islamique d'Iran demeure déterminée

à appliquer la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies. Nous sommes prêts à aider M. Voronkov et son équipe dans l'exercice de leurs importantes fonctions afin de parvenir à débarrasser le monde du terrorisme, et nous demandons à tous les États Membres épris de paix d'honorer leur engagement de combattre le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations.

M^{me} Al-Thani (Qatar) (*parle en arabe*) : L'État du Qatar remercie le Secrétaire général des efforts qu'il déploie pour mettre en oeuvre la résolution 71/291 sur le renforcement de la capacité du système des Nations Unies d'aider les États Membres à appliquer la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, ainsi que pour sa volonté d'associer les États Membres à ce processus.

Une fois encore, nous saluons la création du Bureau de lutte contre le terrorisme et la nomination de M. Vladimir Voronkov en tant que Secrétaire général adjoint pour le diriger. Nous entendons sincèrement travailler avec lui.

Au Qatar, nous accordons un intérêt particulier aux activités des mécanismes régionaux et des mécanismes des Nations Unies visant à éliminer le terrorisme et à s'attaquer à ses causes profondes. Nous réaffirmons dans toutes les instances notre condamnation du terrorisme, quelle que soit la forme qu'il prenne et quels qu'en soient les auteurs et les motifs. Depuis l'adoption de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, le Qatar s'est employé à mettre pleinement en oeuvre toutes les mesures qui y sont énoncées en vue de remédier aux causes profondes du terrorisme et de renforcer la coopération internationale dans la lutte contre le terrorisme.

Nous respectons pleinement nos obligations internationales découlant des résolutions du Conseil de sécurité en matière de lutte contre le terrorisme. Nous nous attachons également à coopérer avec les diverses entités de l'ONU chargées de la lutte contre le terrorisme, notamment les comités du Conseil de sécurité, les groupes d'experts et le Groupe de travail chargé d'appuyer la mise en oeuvre intégrée de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies. Le Qatar a ainsi versé une contribution financière à l'appui de ce groupe de travail et il continuera de travailler avec le Groupe afin de consolider le partenariat en matière de renforcement des capacités. Nous menons également des projets visant à prévenir l'extrémisme violent et à s'attaquer aux causes profondes du terrorisme. Dans le cadre de nos efforts de coopération bilatérale pour

combattre le terrorisme et mettre fin à son financement, nous avons conclu plusieurs accords bilatéraux, tel le mémorandum d'accord que nous venons de signer avec les États-Unis pour lutter contre le financement du terrorisme. Le Qatar continue de moderniser en permanence sa législation antiterroriste afin de pouvoir faire face à tous les défis émergents.

L'État du Qatar applique une approche globale en matière de lutte contre le terrorisme. C'est un partenaire international de choix dans l'action antiterroriste mondiale aux niveaux militaire, financier et juridique. Nous mettons tout en oeuvre pour intensifier les efforts visant à renforcer les capacités techniques en matière de prévention de l'extrémisme violent pouvant conduire au terrorisme, et à éliminer le terrorisme, par exemple en luttant à la fois contre le vide sécuritaire et les politiques fondées sur la répression, l'injustice et la discrimination, qui constituent un terreau fertile pour le terrorisme.

Convaincus de l'importance de la prévention, nous avons pris l'initiative d'organiser une réunion informelle de l'Assemblée générale sur la prévention de l'extrémisme violent chez les enfants et les jeunes, qui a eu lieu en juillet 2006. Nous avons également lancé plusieurs initiatives, telle l'initiative Silatech qui vise à stimuler l'emploi des jeunes dans plus de 15 pays et a financé des dizaines de milliers de projets gérés par des jeunes. Nous avons aussi mis en place une initiative en faveur des enfants vivant dans des environnements instables, qui sont utilisés par les terroristes pour recruter des jeunes. Cette initiative permet aux enfants qui n'ont plus accès à l'éducation à cause d'un conflit, d'une guerre ou d'une catastrophe naturelle de jouir à nouveau de leur droit à l'éducation.

Pour prévenir la violence, nous avons adopté une approche globale qui se fonde sur les quatre piliers de la Stratégie, notamment le renforcement de la culture de la paix et de la tolérance et du dialogue entre les civilisations et les religions. Nous accueillons plusieurs groupes de réflexion issus de notre région. Nous promovons également la liberté d'expression et la liberté de la presse afin de contrer toute tentative d'utiliser le terrorisme à des fins politiques.

M. Locsin (Philippines) (*parle en anglais*) : Il existe de nombreuses façons de lutter contre le terrorisme, mais une seule façon de le détruire, et c'est précisément de le faire. Les racines du terrorisme ne peuvent être sérieusement associées à aucune cause – qu'il s'agisse des inégalités socioéconomiques ou des différences religieuses et ethniques –, mais

uniquement au caractère faillible de l'homme, qui est capable de corrompre toute idée et qui n'est jamais tombé si bas depuis l'Holocauste. Il est également évident qu'il ne peut y avoir aucun compromis politique avec le terrorisme. Nous ne pouvons acheter notre sécurité au terrorisme en cédant à une quelconque de ses exigences. Nous ne pouvons pas vivre avec le terrorisme, car il ne nous laissera pas vivre.

À l'école, nous avons appris du philosophe brésilien Roberto Mangabeira Unger que les moyens préfigurent la fin. Comme nous l'avons vu, les moyens terroristes ne peuvent qu'aboutir au règne de la terreur. L'on dit que ce qui est un terroriste pour l'un est un patriote pour l'autre. Non, les nouveaux terroristes n'ont aucune patrie et ne sont motivés par aucune cause, si ce n'est celle de prendre plaisir à infliger la torture et la mort afin de répandre la terreur de leur nom et d'instaurer ainsi une soumission volontaire à davantage de cruauté. En outre, cela est dangereux car définir le terrorisme peut répondre à des objectifs intéressés. Il est aussi difficile de parvenir à une définition commune du terrorisme que de définir ce qu'est la pornographie, néanmoins nous sommes capables de le reconnaître lorsque nous le voyons. Nous le reconnaissons lorsque nous voyons ce que les terroristes font aux femmes et aux filles qu'ils violent et dont ils font ensuite commerce ou qu'ils tuent après utilisation; aux hommes et aux garçons à qui ils tranchent la gorge, ou qu'ils brûlent ou noient dans des cages; à ceux qu'ils jettent depuis un toit dans un amusement puéril, et aux villes qu'ils prennent et dont ils gardent le contrôle jusqu'à ce qu'ils les détruisent eux-mêmes ou jusqu'à ce qu'elles soient détruites pour être libérées. Par la destruction des biens culturels, le terrorisme se fait l'ennemi de la mémoire, afin que les survivants ne se souviennent que de la terreur d'un nom.

C'est un mal à l'état pur qui doit être combattu par des moyens sûrs, grâce à un effort mondial contre la terreur sur tous les fronts, par chaque société, même par celles qui ne sont pas encore menacées, car elles seront un jour attaquées. En mai, des terroristes ayant prêté allégeance à l'État islamique d'Iraq et du Levant et soutenus par des combattants étrangers, ont proclamé leur contrôle de Marawi, la capitale et plus grande ville du Lanao del Sur, dans l'île de Mindanao, aux Philippines, qui compte une population de 200 000 personnes. Ils s'étaient depuis bien longtemps enracinés et fortifiés au sein de la communauté. Nous ne l'avions pas vu venir parce que nous sommes une démocratie engagée en faveur de la diversité. La

présence de combattants terroristes étrangers témoigne de la nature transnationale de la prise de contrôle. Quand la communauté internationale parvient à fermer la porte à ces groupes terroristes, de nouvelles portes s'ouvrent à eux dans d'autres régions du monde.

Marawi met en exergue les points importants du rapport du Secrétaire général sur la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies (A/71/858). Cela réaffirme que les États Membres considèrent le terrorisme comme l'une, si ce n'est la plus grave des menaces à la paix et à la sécurité dans le monde. La lutte contre le terrorisme doit nous unir tous. Les opérations terroristes étrangères ne connaissent pas de frontières, et la complexité et la portée de la menace qu'elles représentent ont augmenté. Chaque société civilisée qu'elles détruisent est une plateforme pour la destruction de la prochaine. Pour les arrêter, les États Membres doivent travailler de concert. La coopération internationale doit couvrir l'ensemble des activités antiterroristes, du contrôle des frontières à la lutte contre la propagande de l'extrémisme violent en passant par une lutte de tous les instants contre ce fléau.

Enfin, l'ONU a joué un rôle essentiel de chef de file en regroupant en un ensemble cohérent toutes ses activités de lutte contre le terrorisme et celles des États Membres, afin d'obtenir de véritables résultats, pas simplement davantage de paroles. Sur cette note, les Philippines se félicitent de la création du Bureau de lutte contre le terrorisme.

M. Momen (Bangladesh) (*parle en anglais*) : Ces derniers temps, nous avons constaté des progrès importants dans la lutte contre certains groupes terroristes internationaux, tandis que dans plusieurs autres contextes la situation reste sombre, avec des effets pernicieux sur les civils innocents. Les odieux attentats terroristes commis de par le monde révèlent la persistance de la menace en notre sein et montrent que les principaux groupes terroristes internationaux continuent d'étendre leurs réseaux idéologiques. Le personnel et les installations de maintien de la paix des Nations Unies sont fréquemment la cible d'attaques terroristes, qui font de plus en plus de victimes. Il est évident que les terroristes ont rapidement tiré parti des divergences existantes au sein de la communauté internationale au sujet de la conception de ce que sont le terrorisme et l'extrémisme violent pouvant conduire au terrorisme, et de la réponse à y apporter.

Dans ce contexte, grâce aux efforts collectifs des États Membres, le cinquième examen de la

Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies de l'année dernière a conduit à l'adoption par consensus de la résolution 70/291. Cette résolution réaffirmait la détermination des États Membres à faire front commun pour promouvoir l'application intégrale et équilibrée des quatre piliers de la Stratégie mondiale. Elle approuvait également le Plan d'action du Secrétaire général pour la prévention de l'extrémisme violent en tant que modèle de mise en œuvre aux niveaux national et régional.

Ma délégation saisit cette occasion pour féliciter M. Vladimir Ivanovich Voronkov de sa nomination en tant que Secrétaire général adjoint chargé du nouveau Bureau de lutte contre le terrorisme. Nous espérons que cette initiative contribuera grandement au renforcement du leadership stratégique de l'ONU dans les efforts internationaux visant à faire face aux défis de notre temps que sont le terrorisme et l'extrémisme violent. À cet effet, nous soulignons tout particulièrement l'importance d'intensifier la coordination et la concertation entre les diverses entités des Nations Unies, en fournissant un appui au renforcement des capacités aux niveaux national et régional. Entre autres priorités, nous considérons qu'il est nécessaire d'établir une interface resserrée, régulière et transparente entre l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme et le bureau du Coordonnateur résident des Nations Unies concerné.

Au Bangladesh, nos efforts de lutte antiterroriste sont orientés par les normes mondiales fixées par l'ONU, et nous essayons de calibrer les mesures pratiques sur le terrain en fonction des spécificités locales. Cela a conduit à une intensification significative et progressive de l'action antiterroriste de notre gouvernement aux niveaux politique, juridique et institutionnel, conformément à son principe de tolérance zéro.

Le Bangladesh est partie à la plupart des instruments antiterroristes internationaux et a mis en place un dispositif chargé d'assurer l'application des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité au niveau national. Le Gouvernement a indiqué clairement que nous ne permettrons pas que notre territoire soit utilisé par des agents régionaux pour causer des dommages à l'un quelconque de nos pays voisins ou pour inciter d'autres à commettre de tels actes.

De même, notre gouvernement maintient la position sans équivoque selon laquelle un terroriste est un terroriste et il ne mérite pas d'être identifié à une quelconque croyance, caste ou confession. Avec l'appui sans faille de notre peuple dans la lutte contre le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses

manifestations, nos autorités de police ont identifié un certain nombre de commanditaires, bailleurs de fonds et fantassins, et les ont poursuivis conformément à la loi. Des efforts soutenus sont déployés pour localiser les agents restants et les traduire en justice. Une plus grande attention est accordée à la protection des victimes et à l'assistance à leur fournir.

La poursuite du renforcement des capacités de l'appareil judiciaire, du renseignement et des autorités chargées des enquêtes et des poursuites demeure une priorité, l'accent étant mis notamment sur la formation aux droits de l'homme. Dans ce contexte, nous saluons les programmes de renforcement des capacités organisés par la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme au niveau régional, et recommandons de procéder, à ce stade, à d'éventuels ajustements de leur conception et de leur finalité afin de répondre aux besoins nationaux spécifiques.

Le Bangladesh reste fermement déterminé à prévenir et à intercepter les mouvements de combattants terroristes étrangers sur son territoire. Nous soulignons la nécessité de renforcer la coopération internationale en matière de sécurité des transports multimodaux, en ayant accès à des technologies de contrôle et de détection d'un bon rapport coût-efficacité compte tenu de nos ressources limitées. Les mesures globales et coordonnées que nous mettons en œuvre pour lutter contre le financement du terrorisme et le blanchiment d'argent ont été dûment saluées par le Groupe d'action financière, entre autres.

Nous travaillons en partenariat avec le Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme afin d'avoir une meilleure idée du processus de désignation, du gel des avoirs et des poursuites dans les affaires de lutte contre le terrorisme. Nous sommes conscients de la nécessité de tenir des discussions éclairées concernant un lien possible au niveau régional entre la prolifération des armes et d'autres formes de criminalité transnationale organisée, d'une part, et le terrorisme et l'extrémisme violent, de l'autre. Nous exhortons la communauté internationale à s'abstenir de désigner précipitamment des menaces ou des activités terroristes afin d'éviter toute méprise concernant la situation sur le terrain.

Comme d'autres, le Bangladesh est préoccupé par l'utilisation massive et en évolution rapide d'Internet par les terroristes pour propager leurs discours dévoyés et vicieux. Les versions locales de ces discours tendent à promouvoir des objectifs extrémistes religieux par

opposition aux principes démocratiques, pluralistes et laïcs défendus par la Constitution de notre pays et les organes de l'État. On y exploite un sentiment d'injustice perpétuelle en faisant référence aux conflits et aux crises humanitaires qui sévissent dans de nombreuses régions du monde musulman, ainsi qu'aux tendances à l'islamophobie et à la xénophobie qui se manifestent dans certaines parties du monde.

Notre gouvernement a travaillé avec des partenaires du secteur privé et des milieux universitaires pour surveiller la nature de ces contenus et leurs interfaces dans le cyberspace. Les entités concernées des secteurs public et privé ont étudié différentes modalités pour renforcer la coopération en vue de prévenir la propagation des contenus et discours terroristes et d'élaborer des discours de substitution sur la base de messages qui résonnent auprès du public cible. Nous reconnaissons la nécessité d'un cadre international global qui permette de parvenir à une compréhension commune entre toutes les parties prenantes concernées afin de prendre des mesures proactives, véritables et efficaces pour relever les défis posés par les activités terroristes sur Internet, tout en défendant les libertés fondamentales et les droits de l'homme.

Notre gouvernement continue d'attacher une grande importance à une approche à l'échelle de la société pour prévenir et combattre l'extrémisme violent pouvant conduire au terrorisme. Sur instructions personnelles de notre Première Ministre, Sheikh Hasina, des plateformes multipartites ont été mises en place au niveau local pour intensifier les efforts de sensibilisation et prévenir la propagation de l'extrémisme violent. Nous mettons l'accent sur le dialogue avec les communautés et le renforcement de leur résilience, notamment par une participation accrue aux activités de police de proximité et aux initiatives menées par les femmes et les jeunes. Les dirigeants religieux sont encouragés à diffuser au niveau local des discours condamnant le terrorisme, et des efforts de déradicalisation sont envisagés en milieu carcéral. Le Gouvernement est favorable à l'élaboration d'un plan national d'action pour la prévention de l'extrémisme violent.

Nous nous félicitons de la volonté exprimée par l'ONU et d'autres partenaires internationaux d'appuyer les efforts antiterroristes du Bangladesh. De manière générale, nous réitérons notre position sur les priorités suivantes dans le contexte international.

Premièrement, nous souhaitons voir un réel progrès dans l'élaboration d'une convention générale sur le terrorisme.

Deuxièmement, il est impératif que l'engagement en faveur des efforts mondiaux de lutte contre le terrorisme se traduise par un retrait et un rejet inconditionnels de l'appui aux commanditaires, aux bailleurs de fonds, aux complices et aux sympathisants du terrorisme et de l'extrémisme violent, quelle que soit leur confession ou leur affiliation. Un échange régulier d'informations et de renseignements entre les États demeure critique à cet égard.

Troisièmement, un réel effort doit être fait pour trouver des solutions durables aux problèmes de l'occupation étrangère illicite, de la colonisation et des conflits qui se prolongent si nous voulons mettre fin à ce qui, pour certains groupes de la population, notamment certains jeunes esprits influençables, est une source permanente de griefs que les terroristes exploitent à leur profit.

Quatrièmement, une compréhension commune et la coopération entre les parties prenantes concernées, notamment le secteur privé, sont des éléments essentiels d'une communication stratégique qui se veut efficace pour vaincre les idéologies et la propagande terroriste.

Enfin, il est indispensable de remédier à l'insuffisance des ressources et aux problèmes connexes auxquels l'ONU est confrontée s'agissant d'accroître l'aide qu'elle fournit aux États Membres pour renforcer leurs capacités et répondre à leurs besoins et priorités. Dans ce contexte, nous exhortons le Secrétaire général à poursuivre son analyse des efforts de renforcement des capacités de l'ONU, de leur ampleur et des défis qui se présentent, et de fournir une évaluation réaliste des ressources nécessaires pour aider les États Membres à mettre intégralement en œuvre la Stratégie antiterroriste mondiale.

En conclusion, en tant que partenaire indéfectible et fiable de la communauté internationale, le Bangladesh demeure déterminé à éliminer les fléaux du terrorisme et de l'extrémisme violent, qui menacent également de saper certains de nos gains durement acquis sur le front du développement.

M. Ahmad (Pakistan) (*parle en anglais*) : Nous nous félicitons de la nomination de M. Vladimir Ivanovich Voronkov en tant que nouveau Secrétaire général adjoint chargé du Bureau de lutte contre le terrorisme. Nous espérons que la création de ce nouveau

bureau et la nomination de M. Voronkov permettront de renforcer la cohérence et la coordination globales des activités antiterroristes au sein du système des Nations Unies. Le Pakistan appuie pleinement le programme de réforme du Secrétaire général et continuera à travailler avec les autres États Membres pour le mettre en œuvre.

Au cours de la dernière décennie, la communauté internationale a créé de nombreuses structures, pris des mesures plus énergiques et investi des milliards de dollars dans ce combat. Pourtant, le terrorisme reste le défi le plus complexe et le plus redoutable de notre époque. Un facteur important, en particulier au cours des 20 dernières années, a été l'incapacité ou la réticence de la communauté internationale à s'intéresser à la question des conditions qui favorisent le terrorisme. Nous pensons que si nous ne nous attaquons pas aux causes profondes du terrorisme, nous ne ferons que combattre ses symptômes.

Nous avons toujours affirmé que les conflits non résolus qui se prolongent, l'emploi illicite de la force, l'agression, l'occupation étrangère, le déni du droit à l'autodétermination, les injustices politiques et économiques et la marginalisation et l'aliénation politiques contribuent à la propagation du terrorisme. Si nous voulons combattre le terrorisme de manière globale, nous ne pouvons pas le séparer de son contexte politique. Il est donc essentiel de veiller à ce que le nouveau Bureau de lutte contre le terrorisme travaille en étroite collaboration avec le Département des affaires politiques pour s'attaquer aux causes sous-jacentes du terrorisme. À cet égard, la Stratégie antiterroriste mondiale demeure le document le plus complet dont nous disposons pour aider les États Membres à éliminer le terrorisme. Étant donné que sa mise en œuvre reste la responsabilité exclusive des États Membres, le nouveau Bureau doit se concentrer sur la façon dont le système des Nations Unies peut répondre au mieux aux besoins techniques des États Membres, qui en font la demande. Nous pensons également que le principe consacré dans la Charte des Nations Unies de la non-ingérence dans les affaires intérieures des États demeure fondamental et même sacro-saint.

Nous espérons que le nouveau Bureau approfondira la coopération avec les autres organisations internationales et régionales et pourra mobiliser davantage de ressources pour les projets de renforcement des capacités des États Membres afin de lutter contre la menace du terrorisme. Il existe un consensus mondial que le terrorisme ne saurait être associé à aucune religion.

Nous exhortons le nouveau Secrétaire général adjoint à travailler avec les États Membres pour renforcer ce consensus et décourager les forces qui tentent de mener une campagne de propagande islamophobe.

Le Pakistan a été l'une des principales victimes du terrorisme, notamment le terrorisme soutenu, parrainé et financé par des entités terroristes et organisations basées dans la région. Plus de 60 000 personnes ont perdu la vie, et de nombreuses autres ont été blessées. Mais ces pertes n'ont pas amoindri la détermination de mon pays à lutter contre cette menace. Elles n'ont fait que la renforcer. Le Pakistan a engrangé de formidables succès dans sa lutte contre le terrorisme, et nous poursuivrons ces efforts à titre national. Dans ce contexte, à l'ONU, nous attendons avec intérêt de collaborer étroitement avec les États Membres, ainsi qu'avec le nouveau Bureau de lutte contre le terrorisme, pour aider les autres États en partageant notre expérience et gagner ce combat si important de notre époque.

M. Bazadough (Jordanie) (*parle en arabe*) : D'emblée, je tiens à remercier le Président d'avoir convoqué la présente séance pour débattre de la mise en œuvre de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies. Puisque c'est la première séance officielle qui se tient sur cette question suite à l'adoption récente par l'Assemblée de la résolution 71/291, portant création du Bureau de lutte contre le terrorisme, le Royaume hachémite de Jordanie voudrait saisir cette occasion pour féliciter M. Vladimir Ivanovich Voronkov de sa nomination en tant que Secrétaire général adjoint chargé de la lutte contre le terrorisme et lui souhaiter plein succès. Nous tenons également à lui réaffirmer notre appui, ainsi qu'à son bureau, conformément à notre position ferme et inébranlable pour ce qui est de l'importance de combattre et d'éliminer le terrorisme.

Le rapport du Secrétaire général (A/71/858), publié en avril, note que les principales fonctions du Bureau sont, premièrement, de diriger les efforts de lutte contre le terrorisme des Nations Unies; deuxièmement, d'assurer la coordination de l'action menée par les 38 entités de l'Organisation qui sont chargées de la lutte contre le terrorisme; troisièmement, d'accroître l'aide apportée au renforcement des capacités en la matière; quatrièmement, de mobiliser de nouvelles ressources pour les efforts de lutte contre le terrorisme des Nations Unies; et, enfin, d'intégrer les activités de lutte contre le terrorisme dans l'ensemble du système des Nations Unies et dans ses travaux. Il est important de souligner que si nous voulons réaliser toutes ces activités, il faudra

poursuivre les consultations et la coordination avec les États Membres afin de veiller à ce que la mise en œuvre de la Stratégie antiterroriste mondiale soit équilibrée et efficace, et aboutisse à une utilisation plus efficace des ressources disponibles pour renforcer les capacités des États Membres en la matière.

Les défis auxquels les pays du monde sont aujourd'hui confrontés dans la lutte contre le terrorisme incluent le retour des combattants terroristes étrangers dans leur pays d'origine et la libération de vastes zones capturées par des groupes terroristes pendant les conflits. Citons également la nécessité de couper les sources de financement du terrorisme. À cet égard, nous avons besoin d'un mécanisme auquel tous les pays et toutes les organisations régionales et internationales peuvent participer dans le but d'aider les États Membres à échanger des informations, renforcer leurs capacités pour faire face à ces défis, lutter contre les idéologies terroristes et empêcher les terroristes d'exploiter les médias sociaux. Cela veut dire que le succès du Bureau dans l'accomplissement de ses tâches est d'une importance vitale pour la communauté internationale. On ne saurait le compromettre si nous voulons que nos peuples puissent vivre en sécurité à l'avenir.

Il sera également important que le nouveau Bureau s'attaque aux causes profondes du terrorisme et de l'extrémisme violent. Il m'est agréable d'informer le Conseil que la Jordanie et la Norvège œuvrent en ce moment à la création d'un groupe d'amis pour la lutte contre l'extrémisme violent, qui sera officiellement annoncé dans les prochaines semaines. Il s'attachera, notamment, à fournir un appui politique au Bureau dans la mise en œuvre équilibrée des quatre piliers de la Stratégie antiterroriste mondiale, à faire prendre conscience des conditions qui favorisent l'extrémisme violent et à encourager l'appui aux communautés et le respect des droits de l'homme. Le groupe mettra également l'accent sur l'importance de la participation active des jeunes et des femmes aux efforts visant à faire face à ce problème.

###051F

Pour conclure, la Jordanie se réjouit à la perspective de travailler avec le Secrétaire général adjoint et Chef du Bureau de lutte contre le terrorisme, M. Voronkov, ainsi qu'avec d'autres partenaires pour prendre les mesures qui s'imposent afin de lutter contre le terrorisme. Notre lutte contre le terrorisme est importante pour l'humanité afin d'instaurer une paix durable.

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Maroc.

M. Boutaqa (Maroc) : Qu'il me soit permis tout d'abord de vous remercier, Madame, pour l'organisation de la présente séance en vue d'examiner les mesures visant à éliminer le terrorisme international.

Ma délégation accueille avec satisfaction le rapport du Secrétaire général (A/71/858) établi en application de la résolution 70/291. La tenue en juin 2016 du cinquième examen de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies a marqué un tournant décisif pour apporter des changements nécessaires au dispositif de l'ONU de lutte contre le terrorisme. En effet, lors dudit examen, les États Membres ont constaté l'existence de plusieurs anomalies, incohérences, dédoublements et duplications du travail de l'ONU alors que la menace terroriste ne cesse de se propager et de prendre de l'ampleur à l'échelle mondiale. D'où l'adoption le 1^{er} juillet 2016 de la résolution 70/291 appelant à renforcer la capacité du système des Nations Unies d'aider les États Membres à appliquer la Stratégie de manière équilibrée. L'objectif est d'accroître les synergies, la cohérence et de réduire les chevauchements et la dispersion des activités de l'ONU dans ce domaine.

La réaction positive et rapide du Secrétaire général un mois tout juste après sa prise de fonctions, faisant des propositions de réforme courageuses en application du paragraphe 70 de la résolution précitée, avec pour objectif d'insuffler un nouvel élan au dispositif de l'ONU de lutte contre le terrorisme, a été d'une pertinence sans égale. Ces propositions ont répondu en grande partie aux attentes des États Membres, dont le Royaume du Maroc, qui n'a pas hésité à apporter son soutien sans faille au Secrétaire général pour aller de l'avant en vue de la création d'un bureau des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme dirigé par un Secrétaire général adjoint.

Ma délégation saisit cette occasion pour féliciter l'Ambassadeur Vladimir Voronkov de sa désignation à la tête du Bureau de lutte contre le terrorisme. C'est une mission difficile en cette conjoncture où le terrorisme brille par ses sombres innovations et sa propension à perpétrer des attaques et à semer la terreur et la division au sein des sociétés et des nations. À cet égard, ma délégation réaffirme que le terrorisme ne doit être associé à aucune religion ou civilisation ni aucun groupe ethnique.

Le Royaume du Maroc, qui s'est investi dans presque toutes les actions de l'ONU et les initiatives pertinentes de lutte contre le terrorisme et qui est membre du Conseil consultatif du Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme, apporte le soutien nécessaire à M. Vladimir Voronkov pour lui permettre de s'acquitter au mieux de ses fonctions. Le Maroc est signataire de la majorité des instruments de lutte contre le terrorisme et a développé sa propre stratégie nationale, inspirée des piliers de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, en lui donnant un cachet purement marocain. Nous avons intégré un volet répressif à travers la mobilisation des services de sécurité et de justice, ainsi qu'un volet préventif par l'adoption de réformes politiques, économiques, sociales, culturelles, éducatives et religieuses.

La réforme du champ religieux, notamment à travers la formation des jeunes prédicateurs et prédicatrices aux préceptes de l'islam, est fondée sur les valeurs du dialogue, de la tolérance, de la modération, de la coexistence et du respect de l'autre prônées par la religion musulmane. De même, un programme de déradicalisation, de réhabilitation et de réintégration des combattants terroristes étrangers a été mis en place. Le Royaume du Maroc participe activement au Forum mondial de lutte contre le terrorisme, qu'il coprésidé et qui tiendra sa huitième réunion ministérielle en septembre prochain. Le Royaume du Maroc est prêt à travailler avec l'ONU et le nouveau Bureau dans un cadre bilatéral et triangulaire pour apporter l'assistance nécessaire et partager son expérience et son savoir-faire avec les États qui le souhaitent.

Ma délégation a exposé clairement sa vision de la lutte contre le terrorisme. Le Bureau de lutte contre le terrorisme, sous la direction du Secrétaire général, doit coordonner les activités antiterroristes du système des Nations Unies, ce qui est d'une grande importance. Il est également appelé à promouvoir les travaux et à harmoniser le dispositif de l'ONU en matière de lutte contre le terrorisme, voire à ouvrir ces activités aux initiatives entreprises en dehors du cadre de l'ONU, tel le Forum mondial de lutte contre le terrorisme. Le Forum a adopté des documents importants qui sont d'une pertinence non négligeable pour lutter efficacement contre le terrorisme. Aussi, le Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme joue un rôle primordial dans le renforcement des capacités des États Membres et doit continuer à jouer son rôle pour mieux répondre à leurs attentes.

Enfin, il faut souligner l'importance de la centralité de l'ONU dans la lutte antiterroriste, qui ne doit pas porter préjudice à l'approche proactive et ouverte du nouveau Secrétaire général en ce qui concerne ces initiatives et efforts, notamment le Forum mondial de lutte contre le terrorisme. En outre, les États Membres doivent également coopérer entre eux aux niveaux bilatéral, sous-régional et régional pour assurer la sécurité aux frontières et lutter contre la radicalisation.

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : Nous avons entendu le dernier orateur dans le débat sur cette question.

Plusieurs représentants ont demandé à exercer leur droit de réponse. Je rappelle aux membres que les déclarations faites au titre du droit de réponse sont limitées à 10 minutes pour la première intervention et à cinq minutes pour la seconde et que les délégations doivent prendre la parole de leur place.

M. Heumann (Israël) (*parle en anglais*) : Je suis désolé de prendre la parole une deuxième fois, mais compte tenu des déclarations que nous avons entendues, je me dois de le faire.

Je me demande parfois s'il vaut la peine de répondre sérieusement au représentant de l'Iran, qui s'assoit dans cette salle et attaque sans vergogne mon pays alors que le sien continue de promouvoir le terrorisme et de déstabiliser tout le Moyen-Orient. Il est le représentant d'un régime qui non seulement arme des organisations terroristes, mais encourage le régime assassin d'Al-Assad en Syrie. L'Iran fait tout ceci en violation flagrante des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. Par exemple, il continue de développer son programme de missiles balistiques en violation de la résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité. Il est allé jusqu'à tirer un missile balistique sur une cible spécifique et délibérée qui était marquée de l'étoile de David. Il s'agit là d'une menace directe et inadmissible d'un État Membre contre un autre.

Compte tenu de cette réalité, les tentatives du représentant du régime iranien d'attaquer mon pays et d'accuser Israël n'ont donc aucune crédibilité et ne servent qu'à détourner l'attention, ce que nous ne pouvons permettre.

M. Nasimfar (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*) : J'ai demandé la parole pour répondre à la rhétorique ridicule employée par le représentant du régime israélien dans sa déclaration.

La lutte contre le terrorisme et ses causes profondes ne peuvent être dissociées de la lutte contre l'occupation et les activités terroristes du régime israélien. C'est pourquoi les États Membres de l'ONU, dans le cinquième examen de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, ont réaffirmé leur détermination à continuer de faire tout leur possible pour mettre fin à l'occupation étrangère.

Le régime israélien, qui a une longue histoire de terrorisme, est connu comme étant le meilleur exemple de soutien au terrorisme d'État. En dépit des multiples appels de la communauté internationale, il s'obstine à poursuivre ses politiques illégitimes basées sur l'occupation, l'intimidation et la terreur. Le sombre réseau d'agents israéliens a mené des opérations terroristes meurtrières partout dans le monde, notamment dans mon pays. L'assassinat odieux

de plusieurs scientifiques iraniens innocents n'en est qu'un exemple.

De plus, il est établi que les agents israéliens fournissent un appui au Front el-Nosra et à d'autres groupes terroristes actifs en Syrie. Mais hélas, c'est dans le Territoire palestinien occupé que perdure l'acte de terreur systématique et généralisé le plus grave. En l'absence d'une action internationale concertée pour mettre fin à cette occupation illégale, odieuse et sanglante, l'occupant continue de commettre des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité et d'imposer un châtement collectif au peuple palestinien, sous les yeux de la communauté internationale, sans crainte ni représailles.

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : Puis-je considérer que l'Assemblée générale en a ainsi terminé avec son examen du point 118 de l'ordre du jour?

La séance est levée à 16 heures.